

Budget 2026 : Grèves, blocages, imposons un autre avenir !

Les annonces du premier ministre pour le projet de budget 2026 n'ont rien d'autre à nous offrir que l'exploitation, l'austérité et des services publics délabrés. Suppression de jours fériés, attaques contre la santé publique ou contre les fonctionnaires : autant de perspectives intolérables qui doivent nous pousser à la mobilisation !

Les appels se multiplient pour se mobiliser contre ce budget austéritaire et autant d'attaques envers nos conquêtes sociales (la sécurité sociale, le droit du travail, etc.). C'est par le travail revendicatif, l'organisation à la base et par les mobilisations que ces appels pourront devenir une réalité : un mouvement durable contre les annonces mortifères de notre gouvernement et pour une société débarrassée de l'exploitation et des systèmes de domination.

En cette rentrée 2025, **Solidaires Informatique appelle donc à la grève** les travailleuses du numérique, des bureaux d'études et du jeu vidéo pour les journées allant **du 1^{er} septembre 2025 au 30 septembre 2025**. Nous appelons à **prendre pleinement part aux assemblées générales et aux initiatives dont le 10 septembre** et à travailler à les poursuivre dans la durée.

Nous insistons sur notre volonté de **construire une grève reconductible continue et non une grève perlée** avec des dates isolées. En fonction des contextes locaux, multiplions les actions pour bloquer le pays et construire un mouvement aux revendications clairement émancipatrices pour toutes !

Solidaires Informatique revendique notamment :

- Le **retrait du projet de budget 2026** dit budget Bayrou (i.e. <https://stopbudgetbayrou.fr/>)
- Une justice écologique incluant la pleine **reconnaissance et réparation de l'empoisonnement au chlordécone** dans les Antilles françaises et le **retrait de la loi Duplomb**
- Retour à la **retraite à 60 ans** et pour *l'abrogation de la réforme* des retraites
- **L'arrêt du génocide** et de la famine à Gaza
- **L'arrêt des accords commerciaux de libre-échange** (e.g. accord droits de douane)
- Des **investissements massifs dans les services publics** (e.g. santé, éducation) plutôt que dans le complexe militaro-industriel
- Pour une **sécurité sociale financée par les cotisations** sociales (et notamment par l'égalité salariale)
- Le **contrôle de l'assurance-chômage par les salarié·es**
- La **régularisation des personnes sans-papiers** et l'arrêt immédiat des campagnes de contrôles d'identités, notamment dans les gares et transports publics
- **La taxation des profits**, le **retour de l'ISF** et **conditionner les aides aux entreprises**, qui représentent 211 milliards, à des critères sociaux et écologiques.
- Le **retrait de la loi fin de vie**